

Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE DR RAYMOND VERGÈS

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS
ANNÉE

N°197034 - 76ÈME

TEREOS, LE GÉANT VACILLE MAIS QUELLE CONSÉQUENCE POUR LA RÉUNION

Tereos, le deuxième groupe sucrier mondial, connaît une grave crise de stratégie. Les frondeurs ont pris le pouvoir sur fond de crise profonde du secteur betteravier en France. Il est légitime de s'interroger sur le devenir de la filière canne



Hier au Gol, les dernières livraisons une semaine avant la date prévue de fermeture de l'usine.

TEREOS UN GÉANT PRÉSENT À LA RÉUNION

TEREOS est une coopérative regroupant 12 000 producteurs de betteraves en France. Tereos compte 12 sucreries de betterave produisant 1,9 million de tonnes de sucre, 8 distilleries produisant 600 000 m³ d'alcool et d'éthanol et 1 raffinerie. Il compte aussi 12 sucreries et 7 distilleries autour de la canne. Tereos, c'est 49 sites de production en Europe, Amérique latine, Afrique et Océan Indien, Chine et Indonésie.

Mais le problème est dans sa stratégie de développement. Le groupe a agi comme une multinationale en procédant à des rachats externe qui lui cause un endettement important. Pour 2017, son chiffre d'affaire a été de 4,987 milliards d'euro pour un endettement de 2,35 milliards d'euros. Son ratio d'endettement est de 350%. La stratégie de rachat a conduit le groupe au gouffre dans lequel il est.

Tereos est présent à la Réunion depuis 2010 par le rachat du groupe quartier français qu'il a renommé Tereos Océan Indien. Même si la branche spiritueux a été vendue, tout comme les eaux (Edena), Tereos OCEAN indien est un important groupe industriel de notre île avec par exemple Bourbon plastique.

UNE STRATÉGIE MISE À MAL

La stratégie de Tereos à la Réunion est d'abord un détournement de quota garanti. Le sucre de canne bénéficiait de 432 000 tonnes de sucre garanti en 2017. La commission européenne rapporte une production de 555 000 tonnes de sucre en outre-mer, alors que la Réunion n'en a produit que 187 000 tonnes et la Martinique 86 000 tonnes soit 300 000 tonnes de sucre de betteraves basculé dans le quota. Le détournement de quota représentait un gros débouché pour la sur production française. La fin du quota garanti conduit à la fin de cette fraude massive.

Le cœur de métier de Tereos est en crise. La production de betterave a été mauvaise. Les planteurs doivent faire face à une perte de 30% liée à une épidémie de jaunisse. Les prix d'achat ont aussi été réduit. En conséquence les planteurs de betteraves se trouvent en grande difficulté financière.

Tereos avait aussi obtenu la compensation à son seul profit de la fin des quota garanti. Le gouvernement a demandé des garanti à l'industriel, mais tarde aussi à lui donner son accord pour le financement de sa raffinerie à St Louis. Mais pendant ce temps Albioma, au lieu de convertir ses usines afin de pouvoir utiliser à 100% les dérivés de la canne décident d'importer de la biomasse. D'ailleurs l'ancienne ministre des outremer lui avait donné jusqu'en juillet pour présenter une stratégie d'avenir pour le secteur prenant en compte la fin des quotas.

Ce qu'il n'a pas fait. D'ailleurs une équipe d'inspection du ministère de l'agriculture arrive aujourd'hui dans notre île. La stratégie de TEREOS à la Réunion est un échec total.



La transformation agricole à l'ordre du jour de l'interprofession Canne à sucre

QUEL AVENIR ?

Les syndicats de Tereos s'inquiètent du risque de démantèlement du groupe. Le changement de gouvernance opéré sur fond de procès multiple et varié va entraîner un changement de stratégie.

Le groupe connaissant de forte difficulté, avec un endettement plus supportable ; risque d'être découpé pour être vendu. Les activités sur l'île ne présentant plus un intérêt stratégique, il est certain que la coopérative va se désengager de l'île à court terme.

Cette crise peut être l'opportunité pour les planteurs de prendre le contrôle de l'industriel et de mettre fin à l'odieux accord Virapoulle faisant d'eux des fournisseurs de matière première. En prenant le contrôle de l'industriel, ils pourraient réorienter toute la filière afin de la pérenniser et d'améliorer les revenus des planteurs.

ÉDITO

NOUS NAGEONS EN ZONE DE NON DROIT

Trump a perdu les élections du 3 novembre 2020. Il ne le reconnaît toujours pas. Il continue d'agir avec la casquette de Président des Etats-Unis. Du jamais vu ! Le pire est devant nous.

En interne, la période de transition qui doit mener à l'investiture du nouvel élu Joe Biden le 20 janvier 2021 est semée d'embûches. Les médias du pays annoncent qu'il est « terré à la Maison Blanche », siège du pouvoir suprême, et qu'il n'a aucune envie de la quitter car ce serait reconnaître sa défaite.

En externe, vendredi 18 décembre, il a bloqué la coopération avec la société chinoise SMIC, plus grand producteur de puces, et ses 11 entreprises affiliées. Les agences de presse américaines qualifient cette action de « coup porté au cœur de l'économie chinoise ». Cela vient après des attaques contre Huawei, Tik Tok, ...

Pendant ce temps, l'Union Européenne annonce l'imminence d'un important accord économique avec la Chine mais se dit sensible de la situation à la Présidence Américaine.

C'est dans ce contexte de flou artistique que se joue l'avenir de La Réunion. L'empire du sucre Tereos est sur le point d'éclater laissant les planteurs de canne à la merci de « la stratégie de l'industriel », c'est-à-dire la ruine. La Convention canne est terminée et le « projet agricole global » n'a pas été publié. Nous sommes devant le risque d'un travail bâclé alors que l'Union Européenne a fixé le 4 mars 2020 l'objectif de neutralité carbone en 2050 et 36% de baisse de gaz à effet de serre en 2030. La France veut 40%. C'est pourquoi, le 19 novembre, le Conseil d'Etat a donné un sursis de 3 mois à la France pour préciser les termes de « sa trajectoire ». Il reste 2 mois.

Comment les hommes et femmes politiques réunionnais peuvent-ils prendre des vacances devant un calendrier aussi contraignant ? Sans compter que le Coronavirus continue ses ravages et transforme nos relations.

De Trump qui veut continuer à diriger le monde, malgré sa défaite, et Macron atteint par le virus alors qu'il avait exalté la puissance française face à un ennemi invisible, nous voyons bien la faiblesse d'appréhender les changements structurels en cours. Si le réchauffement de la Terre n'est pas vaincu, tous les autres combats sont inutiles car les pauvres comme les riches auront disparu.

D'où l'urgence proclamée par le PCR de sauver les pauvres tout en sauvant la biodiversité. Mais peut-on se préoccuper de biodiversité végétale, animale et minérale, en maintenant l'ignorance de la disparition programmée du peuple Chagossien ? C'est bien-là le point faible d'une grande opération médiatique tenue à La Réunion à quelques encablures d'un génocide causé par l'installation de la base militaires des États-Unis à Diégo-Garcia, que la France membre de la COI n'a jamais condamnée.

Nous nageons en pleine zone de non-droit. Il est important que « Témoignages » continue à informer et former l'opinion sur les enjeux structurels pour éclairer les actions des décideurs.

Ary Yée Chong Tchi Kan

MOBILISATION PAYSANNE HISTORIQUE DEPUIS PLUS DE 6 MOIS EN INDE

Alors que nous arrivons sur la fin de l'année, la mobilisation historique des paysans indiens est toujours en cours et amorce un véritable changement social comme sociétal d'une ampleur historique dans le pays. Retour sur plus de 6 mois de mobilisation.



ORIGINE DE LA MOBILISATION

Depuis juin les paysans indiens sont en effet en lutte, à la fois pour garantir leurs droits, leurs statut et leur survie, mais également celle du pays tout entier. En effet, le gouvernement ultraréactionnaire de Modi et du BJP, utilisant le prétexte d'un contexte économique défavorable dû au COVID, déployé une série de mesures contre les travailleuses et travailleurs de tout le pays.

Si l'attention s'était avant tout portée sur les salariés, du public comme du privé car dans certains Etats l'ensemble de leurs droits avaient été purement et simplement supprimés, les paysans ont également été touchés par une série de lois iniques, qui suppriment le peu de garantie juridique dont ils disposaient jusqu'alors et dérègle le marché qui était encadré et leur garantissait un prix d'achat de leurs produits fixes par des centrales d'achat régies par l'Etat. Cela aura pour conséquence d'encourager la spéculation et la thésaurisation des entreprises acheteuses dans une logique capitaliste, et plus largement, ce qui est également une de leurs raisons principale de leur mobilisation, la fin de la sécurité alimentaire dans le pays.

DÉBUT DE CONVERGENCE DES LUTTES.

Dès lors, dès juin les contestations paysannes ont débuté dans tout le pays, avec de nombreuses actions dans les Etats, et ce avec le soutien dès le départ des partis communistes indiens tels que le CPI et des organisations liées, qu'il s'agisse des organisations de jeunesse, étudiantes, féministes et évidemment les syndicats de salariés.

Ces derniers ayant appelé à un Bharat Bandh (grève générale pan-indienne, soit dans tout le pays) le 26 novembre dernier, les paysans, déjà mobilisés depuis juin ont donc participé à cette première convergence des luttes à l'échelle du pays, qui a concerné près de 250 millions de travailleuses et travailleurs.

DILLI CHALO ET NOUVEAU BHARAT BANDH

Dans la continuité de cette journée d'action nationale, ce sont près de 250.000 paysans, voyant le refus du gouvernement Modi et du BJP de retirer les lois iniques les impactant malgré près de 6 mois de mobilisation qui décidèrent, à l'appel des organisations paysannes de se mettre en marche vers Delhi, débutant ainsi le Dilli Chalo. Cependant, le gouvernement décida de réprimer cette marche historique, bloquant aux portes de la capitale les paysans, qui décidèrent dès lors d'organiser le blocage des principales entrées de la ville à partir de la semaine du 1er décembre.

Constatant que le gouvernement refusait toujours la moindre négociation, les organisations paysannes posant la menace d'un appel à un nouveau Bharat Bandh, en appelèrent aux parlementaires indiens pour qu'ils retirent la loi sous une semaine.

Les parlementaires, majoritairement du BJP soutenant logiquement leur gouvernement n'agirent évidemment pas, et en toute conséquence un nouvel appel à un Bharat Bandh fut émis, cette fois par les organisations paysannes pour le 8 décembre dernier. Malgré une répression encore une fois très importante, ce sont encore plus de 250 millions de travailleuses et de travailleurs de toute l'Inde qui se sont mobilisés en soutien à la mobilisation paysanne pour le retrait de ces lois iniques.

UN GOUVERNEMENT TOUJOURS SOURD AUX EXIGENCES PAYSANNES

Malgré cette mobilisation et cette convergence des luttes historique, le gouvernement Modi et du BJP, forcé à rentrer en négociations avec les organisations paysannes ne souhaite modifier qu'à la marge les lois anti-paysans, proposant ainsi la mise en place d'un prix minimum d'achat des biens produits (MSP).

Considérant que cette proposition gouvernementale ne résolvait en rien les problématiques posées par ces lois anti-paysans, les organisations paysannes ont appelé à maintenir et à renforcer les blocages, à Delhi, mais également dans le reste du pays.

C'est ainsi la carte du pourrissement du mouvement paysan que joue le gouvernement Modi, tablant sur le fait qu'après plus de 6 mois de mobilisation les paysans finiront par céder, d'autant plus qu'ils se trouvent en plein hiver. Les conséquences de cette stratégie gouvernementale répressive sont terribles : depuis le début du Dilli Chalo, ce sont plus de 25 paysans qui sont décédés, par le froid ou la répression des forces de l'ordre. Mais la mobilisation, alors que nous sommes déjà le 21 décembre est toujours aussi forte en Inde.

UN CHANGEMENT SYSTÉMIQUE INÉVITABLE

Quoi qu'il advienne de ce mouvement, il s'agit de la fin d'un système en Inde. Le gouvernement Modi et le BJP par leur stratégie répressive ont perdu le soutien de la majorité de la population indienne, comme le prouvent le Bharat Bandh du 8 décembre dernier ou encore le soutien sans cesse grandissant à la mobilisation paysanne, en Inde comme à l'international avec de nombreux rassemblements dans le monde entier.

Dès lors, le seul débouché de ce mouvement historique semble être un changement systémique, où, si ce mouvement social ressort victorieux, l'intérêt commun sera plus pris en compte et sera en opposition aux politiques libérales, voire à la logique capitaliste actuellement en cours en Inde, ce mouvement étant en effet plus que soutenu par les organisations communistes.

Ce basculement à venir est sans doute le premier d'une longue lignée, car les contradictions systémiques, qui sont ainsi en train d'exploser en Inde sont présentes dans le monde entier. Et quand un pays de plus d'un milliard d'habitants change de base, le monde entier est impacté.

Mathieu Raffini



ZÉSKLAV DANN PÉI BOURBON LÉTÉ PA SI BIEN TRÉTÉ K'IN PÉ I DI

Justin

Mi antann in pé i di zésklav issi dann pé bourbon-La Rényon-lété pa si maltrété ké sa. Mé sak zot i di la pa la vérité ditou. La prèv ?

Dabor néna in zistoir zot i koné sirman :

In zésklav la parti maron é in bann zonm armé i poursuiv ali é momandoné pan ! li gingn in bal fizi dann do, li tonm atèr. In prètè i ariv épi i vé done ali léstrèm onksyon. Li di pou kossa sa ? I réponn ali sé pou alé o syèl. Li domann kissa néna laba, si par égzanp néna bann blan...lo sèrvitèr bondyé i di ali oui mon zanfan. l'èr-la li réponn : si sé konmsa mi vé pa alé laba, mi vé pa nonpli out léstrèm onksyon, lèss amwin trankil, mi vé pi oir bann blan épi li la dévir dsi kté éli lé mor.

In dézyèm zafèr ni pé anparlé, sé lo maronaz ; L'avé si tèlman bann maron-plizyèr milyé d'aprè sak bann shèrshèr la trouvé- ké zot la roganiz azot an roiyome épi la koloni la arm bann shassèr pou tyé bann maron, é souvan défoi bann maron téi dsann atak bann zabitasyon izolé pou zot ramènn avèk zot lo moun an ésklavaz, épi bann marshandiz konm dosèl, la vyann épi la poud fizy, san konté bann maron kondané épi égzékité.

Arzout èk sa bann zavortman an kantité pars bann madam ansint té pa dakor pou fé zan fan dann kondistyon konmsa. Mwin la antann dir dann télé normalman avèk la kantité fanm nora du avoir 100000 zésklav pou afranshis moi d'désanm 1848, alé oir la afranshi solman 62000 o moïnns 38000 an moïn donk oi zot mèm la kantité l'avortman la pu avoir.

An pliské sa, néna bann zizman tribunal é sa lé dann zarshiv sa, épi lété mèm marké dann kod noir é bann ziz téi aplik sa avèk zibilasyon é kontantman : tortur, main koupé, pyé koupé, égzékisyon pou dé shoz lété pa si grav ké sa, é mèm dé shoz lété pa prouvè sifizaman. Nou la fine parl la revolt Sin – Lé épi la roprésyon, mé l'avé poin arienk sa si tèlman tribinal l'avé la min lourd pou ziz bnn zésklav.

Assé antoukéka pou amontr la vi bann zésklav lété pa inn vi d'shato é sak i rakont la man sonjri la dsi zot i doi z'ète taksé konm révizyonis nout listoir.

Total : sa l vé dir zésklav péi bourbon lété pa si bien trété ké sa é lésklavaz téi loin d'ète inn vi d'shato.

Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE DR RAYMOND VERGÈS

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès

71ème année

Directeur de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau; 1947-1957: Raymond Vergès;

1957-1964: Paul Vergès; 1964-1974: Bruny Payet; 1974-1977:

Jean Simon Mounoussany Amourdom; 1977-1991: Jacques

Sarpédon; 1991-2008: Jean-Marcel Courteaud; 2008-2015:

Jean-Max Hoarau; 2015: Ginette Sinapin

6 rue du général Emile Rollad

B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

Tél.: 0262 55 21 21 - Email : redaction@temoignages.re

Site Web: www.temoignages.re

Tél : 02 62 55 21 21

Publicité: publicite@temoignages.re

CPPAP: 0916Y92433